A°. 1908. N°. 31.



PUBLICATIE-BLAD.

BESLUIT,

bepalende de afkondiging van de op 27 April 1908 te 's Gravenhage onderteekende consulaire overeenkomst tusschen Nederland *en* Japan *met betrekking tot de Nederlandsche bezittingen en koloniën.*

IN NAAM DER KONINGIN!

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen :

1°. de missive van den Minister van Koloniën van 21 Mei 1908, Afd. A[1], N°. 3/148, waarbij werd toegezonden een afdruk van de op 27 April 1908 te 's Gravenhage onderteekende consulaire overeenkomst tusschen *Nederland* en *Japan* met betrekking tot de Nederlandsche bezittingen en koloniën, met de vertaling daarvan ;

2°. het op Curaçao op 31 Juli 1908 ontvangen telegram van het Nederlandsch Gezantschap te Tokio, waaruit blijkt dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging van bovenbedoelde overeenkomst op den 31n. Juli 1908 te Tokio heeft plaats gehad ;

BESLUIT:

Te bepalen, dat genoemde overeenkomst zal worden afgekondigd door plaatsing van dit besluit met den

daaraan gehechten afdruk van de overeenkomst en van de vertaling daarvan in het Publicatie-blad.

Gegeven te Willemstad, den 5n Augustus 1908.

J. O. DE JONG V. B. & D.

De Gouvernements-Secretaris a. i.,

H. STATIUS MULLER.

Uitgegeven den 8n. Augustus 1908.
De Gouvernements-Secretaris a. i.,

H. STATIUS MULLER.

CONVENTION CONSULAIRE

ENTRE

LES PAYS-BAS ET LE JAPON

en ce qui concerne les possessions et colonies Néerlandaises.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté l'Empereur du Japon, jugeant qu'il est désirable qu' indépendamment du Traité de Commerce et de Navigation entre les Pays-Bas et le Japon, une convention spéciale détermine les droits, devoirs, pouvoirs, privilèges, exemptions et immunités des fonctionnaires consulaires japonais dans les possessions ou colonies des Pays-Bas, ont nommé, afin de conclure la dite convention, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas : le Jonkheer R. de Marees van Swinderen, Chevalier de Son ordre du Lion Néerlandais, etc., etc., Son Ministre des Affaires Etrangères,

et Sa Majesté l'Empereur du Japon : Sato Aimaro, Jushii, décoré de la 2e classe de l'Ordre Impérial du Soleil Levant, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à La Haye ;
lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Japon seront admis dans tous les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas où résident ou résideront des agents de la même catégorie de toute autre nation étrangère.

Article 2.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Japon seront considérés comme

des agents commerciaux, protecteurs du commerce de leurs nationaux dans leur arrondissement consulaire.

Ils résideront dans les ports des possessions d'outre-mer ou colonies des Pays-Bas indiqués dans leur commission et seront soumis aux lois tant civiles que pénales de ces possessions ou colonies, sauf les exceptions que la présente convention établit en leur faveur.

Article 3.

Avant d'être admis à l'exercice de leurs fonctions et de jouir de tous les pouvoirs, privilèges, exemptions et immunités qui y sont attachés, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires doivent présenter au Gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas une commission, indiquant leur arrondissement consulaire et le lieu de leur résidence.

Le Gouvernement de la possession ou de la colonie leur délivrera, sans aucun frais, l'exequatur, dûment contresigné, nécessaire à l'exercice de leurs fonctions; et sur l' exhibition de cette pièce, les dits fonctionnaires consulaires de tout grade auront droit à la protection du Gouvernement et à l'assistance des autorités locales pour assurer le libre exercice de leurs fonctions.

Le Gouvernement de la Reine se réserve la faculté de retirer l'exequatur ou de le faire retirer par le Gouverneur de la possession ou de la colonie, en indiquant les motifs de cette mesure.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, leurs Elèves-Consuls, Chanceliers ou Secrétaires, après que leur caractère officiel aura été notifié à et approuvé par l'autorité compétente, seront de plein droit admis à gérer, par interim, les affaires des postes respectifs ; ils jouiront, pendant toute la durée de cette gestion temporaire, pour autant que leur position comme étrangers non-commerçants y donne lieu, conformément à l'article 15, de tous les droits pouvoirs, privilèges, exemptions et immunités accordés aux titulaires.

Article 4.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires sont autorisés à placer au-dessus de la porte extérieure de leur demeure un écusson aux armes de leur Gouvernement, avec la légende : Consu-

lat Général, Consulat, Vice-Consulat ou Agence Consulaire du Japon.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être considérées comme donnant droit d'asile, ni comme pouvant soustraire la maison et ceux qui l'habitent, aux poursuites de la justice territoriale.

Article 5.

Il est entendu que les archives et documents relatifs aux affaires consulaires seront protégés contre toute recherche, et qu'aucune autorité ni aucun magistrat ne pourra les visiter, les saisir ou s'en enquérir d'une manière quelconque et sous aucun prétexte.

Article 6.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls, et Agents Consulaires ne sont investis d' aucun caractère diplomatique.

Aucune demande ne pourra être adressée au Gouvernement Néerlandais que par l'entremise de l'agent diplomatique accrédité à La Haye.

En cas d'urgence, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires pourront recourir directement au Gouverneur de la possession ou de la colonie prouvant l'urgence et exposant les motifs pour lesquels la demande ne pourrait être adressée aux autorités subalternes, ou en démontrant que les demandes antérieurement adressées à ces autorités, seraient restées sans effet.

Article 7.

Les Consuls Généraux et Consuls pourront nommer des Agents Consulaires dans les ports mentionnés à l'article 1.

Ces Agents Consulaires pourront être indistinctement des sujets Japonais, des Néerlandais, ou des nationaux de tout autre pays, résidant ou pouvant, aux termes des lois locales, être admis à fixer leur résidence dans le port où l'Agent Consulaire sera nommé. Ces Agents Consulaires, dont la nomination sera soumise à l'approbation du Gouverneur de la possession ou colonie, seront munis d'un brevet délivré par le Consul, sous les ordres duquel ils exerceront leurs fonctions.

Le Gouverneur de la possession ou de la colonie peut, en tout cas, retirer aux Agents Consulaires, en communiquant au Consul Général ou Consul les motifs d'une telle mesure, l'approbation dont il vient d'être parlé.

Article 8.

Le passeport délivré ou visé par les fonctionnaires consulaires ne dispense nullement le porteur de l'obligation de se munir de tous les actes, requis par les lois ou règlements locaux pour voyager ou s'établir dans les possessions ou colonies, et ne porte aucun préjudice à l'exercice du droit que possède le Gouvernement de la possession ou colonie, d'y interdire le séjour ou d'en ordonner l'éloignement de tout individu muni d'un passeport.

Article 9.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires japonais naufragés sur les côtes d'une des possessions ou colonies des Pays-Bas seront dirigées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires du Japon.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l' exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'a l'arrivée des Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est de plus convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Article 10.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires peuvent requérir l'assistance des autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires Japonais, marchands ou de guerre. A cet effet, ils adresseront par écrit aux autorités compétentes la demande de ces déserteurs, et si la preuve est rapportée par les régistres du

navire, les rôles d'équipage ou par tout autre document authentique, que les hommes réclamés faisaient partie de l'équipage, la remise des déserteurs ne pourra leur être refusée, à moins que l'individu dont il s'agit ne soit sujet Néerlandais.

Les autorités locales seront tenues d'exercer toute leur autorité pour faire arrêter les déserteurs. Après leur arrestation, ceux-ci seront mis à la disposition des dits fonctionnaires consulaires et pourront être détenus à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être ensuite renvoyés à bord des navires auxquels ils appartiennent, ou d'un autre navire de la même nation. Néanmoins, si ces déserteurs ne sont pas renvoyés dans les quatre mois à partir du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés du même chef.

Il est entendu, toutefois, que la remise du déserteur qui aurait commis quelque crime, délit ou contravention sera renvoyée jusqu'à ce que le tribunal des possessions, des colonies ou de la mère-patrie, saisi de l'affaire, ait rendu la sentence et que celle-ci ait été exécutée.

Article 11.

A moins de stipulations contraires entre les armateurs, chargeurs et assureurs, toutes avaries essuyées à la mer par les navires japonais, soit qu'ils abordent volontairement au port, soit qu'ils se trouvent en relâche forcée, seront réglées par les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires du Japon.

Si, cependant, le fonctionnaire consulaire a quelque intérêt dans le navire ou la cargaison, ou s'il en est agent ou si des sujets des Pays-Bas ou des sujets ou citoyens d'une tierce nation se trouvaient intéressés dans les dites avaries et que les parties ne pussent s'entendre à l'amiable, le recours à l'autorité locale compétente serait de droit.

Article 12.

Lorsqu'un sujet japonais vient à décéder dans les possessions ou dans les colonies des Pays-Bas sans héritiers ni exécuteurs testamentaires connus, les autorités néerlandaises chargées d'après les lois ou ordonnances de la possession ou de la colonie de l'administration de la succession, en donneront immédiatement avis aux fonctionnaires consulaires du Japon afin de transmettre

aux intéressés les informations nécessaires; ceux-ci, de leur côté, devront donner les mêmes informations aux dites autorités lorsqu'ils seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complétera le dit avis par la remise d'une expédition, en due forme et sans frais, de l'acte de décès.

Article 13.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Japon auront le droit de recevoir, dans leurs chancelleries, dans leur demeure privée, dans celle des sujets intéressés de leur pays ou à bord des bâtiments de leur pays, les déclarations des capitaines et équipages des navires de leur pays, des passagers qui se trouvent à bord, et de tout autre sujet de leur pays.

Article 14.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents Consulaires du Japon seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation.

Ils connaîtront seuls de tous les différends, qui se seront élevés en mer ou qui s'élèveront dans les ports entre le capitaine, les officiers et les hommes de l'équipage, y compris ceux qui concernent le règlement des salaires et l'exécution des engagements réciproquement consentis.

Les tribunaux ou les autres autorités de la possession ou de la colonie ne pourront à aucun titre s'immiscer dans ces différends à moins que ceux-ci ne soient de nature à troubler la tranquilité et l'ordre public à terre ou dans le port, que des personnes étrangères à l'équipage ne s' y trouvent mêlées, ou que les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires ne requièrent l'assistance des dites autorités pour mettre leurs décisions à exécution ou en maintenir l'autorité.

Article 15.

Pour autant qu'au Japon les mêmes faveurs seront accordées réciproquement aux Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires des Pays-Bas, les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires du Japon, qui n'exercent pas le commerce ni aucune fonction ou profession autre que leurs fonctions consulaires, seront exempts de tous les services

militaires, réquisitions ou logements militaires, impositions pécuniaires au lieu du service militaire ou de l'impôt personnel, ainsi que de toutes les impositions générales ou municipales ayant un caractère personnel, à moins qu'ils ne soient sujets néerlandais. Cette exemption ne peut jamais s'étendre aux droits de douane ou autres impôts indirects ou réels.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires qui ne sont pas sujets néerlandais, sont, même s'ils ne tombent sous les stipulations du premier alinéa de cet article, exempts de tous les services militaires, de réquisitions militaires et de toutes impositions pécuniaires, au lieu du service militaire, en tant qu'au Japon le même privilège est accordé aux Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires des Pays-Bas.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, sujets des Pays-Bas, mais auxquels il a été accordé d'exercer des fonctions consulaires, conférées par le Gouvernement Japonais, sont obligés d'acquitter toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles puissent être.

Article 16.

Les Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires, de même que les Elèves-Consuls, les Chanceliers et les Secrétaires du Japon jouiront de tous les autres pouvoirs, privilèges, exemptions et immunités dans les possessions ou colonies des Pays-Bas, qui sont ou seront accordés par la suite aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Article 17.

La présente Convention est conclue pour un terme de cinq ans, et sera mise en vigueur à partir du dixième jour après l'échange des ratifications, lequel aura lieu à Tokio dans le délai de quatre mois après la signature de la Convention ou plus tôt se faire se peut.

A moins qu'une des deux Hautes Parties contractantes n'ait notifié à l'autre, au moins un an avant ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année après la dénonciation faite par l'une des Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont

signé la présente Convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à La Haye, le vingt septième jour du quatrième mois de la quarante et unième année de Meiji, correspondant au vingt septième jour du mois d'avril 1908.

(*L.S.*) (signé) R. de Marees van Swinderen.

(*L.S.*) (signé) Aimaro Sato.

VERTALING.

CONSULAIRE OVEREENKOMST

TUSSCHEN

NEDERLAND EN JAPAN

met betrekking tot de Nederlandsche bezittingen en koloniën.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Majesteit de Keizer van Japan het wenschelijk oordeelende, dat, onafhankelijk van het verdrag van Handel en Scheepvaart tusschen Nederland en Japan, door eene uitdrukkelijke overeenkomst de rechten en verplichtingen, bevoegdheden, voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen der Japansche consulaire ambtenaren in de bezittingen of koloniën der Nederlanden worden vastgesteld, hebben, ten einde de gezegde overeenkomst te sluiten, tot Hoogstderzelver gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden: Jonkheer R. DE MAREES VAN SWINDEREN, ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, enz., enz., Hoogstderzelver Minister van Buitenlandsche Zaken;

en Zijne Majesteit de Keizer van Japan: SATO AIMARO JUSHII, ridder 2de klasse der Keizerlijke orde van de Rijzende Zon, enz., enz., Hoogstderzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's Gravenhage;

die, na wederkeerige mededeeling hunner volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Japan worden toegelaten in alle havens van de overzeesche bezittingen of koloniën

der Nederlanden, waar ambtenaren van denzelfden rang van andere vreemde mogendheden gevestigd zijn of zullen zijn.

Artikel 2.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Japan worden beschouwd als handelsagenten, ter bescherming van den handel hunner landgenooten in hun consulair ressort.

Zij zullen verblijf houden in de havens van de overzeesche bezittingen of koloniën der Nederlanden, aangeduid in hunne commissie en zijn zoowel aan de burgerlijke als aan de strafwetten van die bezittingen of koloniën onderworpen behoudens de uitzonderingen, welke deze overeenkomst te hunnen gunste vaststelt.

Artikel 3.

Alvorens tot de uitoefening hunner werkzaamheden te worden toegelaten en in het genot te worden gesteld van alle bevoegdheden, voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen, welke daaraan verbonden zijn, moeten de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten aan de Regeering van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden eene commissie overleggen, houdende aanwijzing van hun consulair ressort en de plaats hunner vestiging.

Het Gouvernement van de bezitting of van de kolonie reikt hun zonder eenige kosten het behoorlijk medeonderteekende exequatur uit voor de uitoefening van hun ambt vereischt; en op vertoon van dat stuk, hebben de gezegde consulaire ambtenaren van allen rang, recht op de bescherming der Regeering en op den bijstand der plaatselijke overheden ter verzekering van de vrije uitoefening hunner werkzaamheden.

De Regeering der Koningin behoudt zich de bevoegheid voor het exequatur weder in te trekken of door den Gouverneur van de bezitting of van de kolonie te doen intrekken, onder opgave der redenen van dien maatregel.

In geval van overlijden, verhindering of afwezigheid der Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten worden de Leerling-Consuls, Kanseliers of Secretarissen, nadat hun officieel karakter is ter kennis gebracht van en goedgekeurd door de bevoegde overheid, van rechtswege toegelaten om tijdelijk de zaken der onderscheiden posten waar te nemen;

zij genieten gedurende den ganschen duur van deze tijdelijke waarneming, voor zooverre hunne hoedanigheid van niet-handeldrijvend vreemdeling het toelaat, overeenkomstig art. 15 alle rechten, bevoegdheden, voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen, welke aan de titularissen zijn toegestaan.

Artikel 4.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten zijn gerechtigd boven de buitendeur hunner woning een schild met het wapen hunner Regeering te plaatsen met het opschrift: Consulaat-Generaal, Consulaat, Vice-Consulaat of Consulair Agentschap van Japan.

Het staat vast, dat dit uitwendig teeken nimmer kan worden aangemerkt als gevende het jus asyli, noch als kunnende de woning en hare bewoners onttrekken aan de vervolging der plaatselijke justitie.

Artikel 5.

Het staat vast, dat de archieven en bescheiden betreffende de consulaire zaken tegen elk onderzoek beschermd zijn en dat geen overheid of ambtenaar de bevoegdheid heeft, die op eenigerhande wijze of onder eenig voorwendsel te onderzoeken, in beslag te nemen of daarvan inzage te hebben.

Artikel 6.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten hebben geenerlei diplomatiek karakter.

Geene aanvrage kan tot de Nederlandsche Regeering gericht worden dan door tusschenkomst van den diplomatieken agent, geäccrediteerd te 's Gravenhage.

In spoedeischende gevallen kunnen de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten zich rechtstreeks wenden tot den Gouverneur van de bezitting of van de kolonie, met aantooning van het spoedeischende der zaak en met uiteenzetting der redenen, waarom de aanvrage niet aan de ondergeschikte overheden kan worden gedaan, of wel met aantooning dat de vroegere aanvragen, aan deze overheden gedaan, zonder gevolg zijn gebleven.

Artikel 7.

De Consuls-Generaal en de Consuls kunnen Consu-

laire Agenten benoemen in de havens vermeld in artikel 1.

Deze Consulaire Agenten kunnen zonder onderscheid zijn Japansche onderdanen, Nederlanders of onderdanen van elk ander land, die gevestigd zijn of volgens de bepalingen der plaatselijke wetten kunnen worden toegelaten tot het zich vestigen in de haven, waar de Consulair Agent wordt aangesteld. Deze Consulaire Agenten, wier benoeming onderworpen is aan de goedkeuring van den Gouverneur der bezitting of kolonie, worden voorzien van eene aanstelling, afgegeven door den Consul, onder wiens bevelen zij werkzaam zullen zijn.

De Gouverneur der bezitting of kolonie kan, in elk geval, de hierbovenbedoelde goedkeuring aan de Consulaire Agenten ontnemen, onder mededeeling der redenen van zoodanigen maatregel aan den Consul-Generaal of Consul.

Artikel 8.

Het paspoort, door de consulaire ambtenareen afgegeven of voor gezien geteekend, ontslaat geenszins den drager van de verplichting om zich te voorzien van alle stukken, gevorderd door de plaatselijke wetten of reglementen tot het reizen of zich vestigen in de bezittingen of koloniën en verkort in geenen deele de uitoefening van het recht, hetwelk het Gouvernement van de bezitting of kolonie bezit, om het verblijf aldaar te ontzeggen of de verwijdering vandaar te bevelen van iederen persoon, voorzien van een paspoort.

Artikel 9.

Alle bemoeiingen betreffende de berging der Japansche schepen welke op de kusten van een der bezittingen of koloniën van Nederland hebben schipbreuk geleden worden bestuurd door de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten van Japan.

De tusschenkomst der plaatselijke overheden geschiedt slechts om de orde te handhaven, om te waken voor de belangen der bergers, wanneer deze niet behooren tot de bemanning van de verongelukte schepen, en om de uitvoering te verzekeren der voorschriften, welke met betrekking tot den in- en uitvoer der geredde goederen moeten worden in acht genomen.

Bij afwezigheid en tot de komst der Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten ne-

men de plaatselijke overheden overigens alle maatregelen, noodig voor de bescherming der personen en het behoud der goederen.

Daarenboven wordt overeengekomen, dat de geredde goederen aan geenerlei in- en uitgaande rechten onderworpen zijn, tenzij zij tot binnenlandsch verbruik worden toegelaten.

Artikel 10.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten kunnen de hulp der plaatselijke overheid inroepen tot het aanhouden, gevangen nemen en in verzekerde bewaring houden van de deserteurs der Japansche koopvaardij-of oorlogsschepen. Te dien einde richten zij de opvraag dier deserteurs schriftelijk tot de bevoegde overheid, en indien het bewijs geleverd wordt door de scheepsregisters, de monsterrollen of door elk ander authentiek stuk, dat de opgeëischte personen deel uitmaakten van de bemanning, kan de uitlevering der deserteurs hun niet geweigerd worden, tenzij de betrokken persoon Nederlandsch onderdaan is.

De plaatselijke overheid is gehouden alle middelen in haar macht aan te wenden voor de aanhouding der deserteurs. Na hunne aanhouding, worden deze ter beschikking gesteld van de gezegde consulaire ambtenaren en kunnen ten verzoeke en op kosten van degenen, die hen opeischen vastgehouden worden, om vervolgens teruggezonden te worden aan boord van de schepen, waartoe zij behooren, of aan boord van een ander schip van dezelfde natie. Indien deze deserteurs echter binnen vier maanden te rekenen van den dag hunner aanhouding niet teruggezonden zijn, worden zij in vrijheid gesteld en kunnen zij om dezelfde reden niet meer aangehouden worden.

Het staat echter vast dat de uitlevering van den deserteur, die eenig strafbaar feit mocht hebben gepleegd, wordt uitgesteld, totdat de betrokken rechtbank van de bezittingen van de koloniën of van het moederland vonnis heeft geveld en dit ten uitvoer gelegd zij.

Artikel 11.

Tenzij tusschen de reeders, inladers en assuradeuren het tegendeel bedongen is, worden alle averijen aan de Japansche schepen op zee overkomen, onverschillig of het schip vrijwillig of uit nood de haven binnenloopt,

door de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten van Japan geregeld.

Indien echter de consulaire ambtenaar eenig belang heeft bij het schip of de lading, of indien hij er agent van is of indien onderdanen van Nederland of onderdanen of burgers eener derde natie bij gezegde averijen mochten betrokken zijn en partijen het niet in der minne eens kunnen worden, is er van rechtswege beroep op de bevoegde plaatselijke overheid.

Artikel 12.

Wanneer een Japansch onderdaan in de bezittingen of in de koloniën der Nederlanden komt te overlijden zonder bekende erfgenamen of uiterste wiluitvoerders, geven de Nederlandsche overheden, die kachtens de wetten of verordeningen van de bezitting of van de kolonie met het beheer van den boedel zijn belast, daarvan onmiddellijk kennis aan de consulaire ambtenaren van Japan, ten einde de noodige mededeelingen aan de belanghebbenden te doen geworden; deze moeten van hun kant dezelfde mededeelingen doen aan gezegde overheden, wanneer zij het eerst onderricht zijn.

De bevoegde plaatselijke overheid vult het gezegde bericht aan door in behoorlijken vorm en kosteloos een expeditie van de akte van overlijden af te geven.

Artikel 13.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Japan hebben het recht in hunne kanselarijen, in hunne particuliere woning, in die van de belanghebbende onderdanen van hun land of aan boord van de schepen van hun land, de verklaringen te ontvangen der schippers en der bemanning van de schepen van hun land, der zich aan boord bevindende passagiers en van ieder ander onderdaan van hun land.

Artikel 14.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls of Consulaire Agenten van Japan zijn uitsluitend belast met de handhaving der inwendige tucht aan boord der koopvaardijschepen hunner natie.

Zij alleen zijn bevoegd kennis te nemen van alle geschillen, welke zich op zee hebben voorgedaan of in de havens voordoen tusschen den schipper, de officieren en de leden der bemanning, met inbegrip van die, welke

betrekking hebben op de regeling der gagie en de uitvoering der wederzijds aangegane verbintenissen.

De rechtbanken of andere overheden der bezitting of kolonie mogen zich uit geenerlei hoofde in die geschillen mengen, tenzij deze van dien aard mochten zijn, dat de rust en openbare orde aan den wal of in de haven daardoor mocht worden verstoord, of dat personen, niet tot de bemanning behoorende, daarin mochten betrokken zijn, of wel dat de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten den bijstand van gezegde overheden mochten inroepen om hunne uitspraken ten uitvoer te leggen of het gezag daarvan te handhaven.

Artikel 15.

Voor zoover in Japan dezelfde gunsten wederkeerig aan de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Nederland worden toegestaan, zijn de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten van Japan, die geen handel uitoefenen noch eene betrekking of beroep hebben behalve hun consulaire betrekking, vrijgesteld van alle militaire diensten, militaire requisitiën of inkwartiering, of van heffingen in de plaats tredend van den militairen dienst of van de personeele belasting, alsmede van alle algemeene en gemeentelijke belastingen van personeelen aard, tenzij zij Nederlandsche onderdanen zijn. Deze vrijdom kan zich nimmer uitstrekken tot de in- en uitgaande rechten of andere indirecte of reëele belastingen.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten, die geen Nederlandsche onderdanen zijn, worden, zelfs indien het eerste lid van dit artikel niet op hen toepasselijk is, vrijgesteld van alle militaire diensten, militaire requisitiën en van alle heffingen, welke in de plaats treden van den militairen dienst, voor zooverre in Japan hetzelfde voorrecht wordt toegekend aan de Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten der Nederlanden.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten, onderdanen der Nederlanden, die vergunning bekomen hebben tot het uitoefenen eener consulaire betrekking, hun door de Japansche Regeering opgedragen, zijn gehouden alle rechten en belastingen van welken aard ook te voldoen.

Artikel 16.

De Consuls-Generaal, Consuls, Vice-Consuls en Consulaire Agenten, alsmede de Leerling-Consuls, de Kanseliers en de Secretarissen van Japan genieten in de bezittingen en koloniën der Nederlanden alle andere bevoegdheden, voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen, welke worden of in het vervolg zullen worden toegestaan aan de agenten van gelijken rang van de meest begunstigde natie.

Artikel 17.

Deze overeenkomst wordt gesloten voor den tijd van vijf jaar en treedt in werking te rekenen van den tienden dag na de uitwisseling der akten van bekrachtiging, welke te Tokio zal plaats hebben binnen vier maanden na het onderteekenen der overeenkomst of zoo mogelijk vroeger.

Tenzij eene der beide contracteerende Hooge Partijen, ten minste één jaar vóór dezen termijn, aan de andere haar voornemen heeft te kennen gegeven om de werking er van te doen ophouden, zal de overeenkomst gedurende één jaar van kracht blijven te rekenen van hare opzegging door eene der contracteerende Hooge Partijen.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden deze overeenkomst hebben onderteekend en met hunne wapens bezegeld.

Gedaan te 's Gravenhage den 27sten dag van de vierde maand van het een en veertigste jaar van Meiji, overeenkomende met den 27sten dag der maand April 1908.

L. S. R. de Marees van Swinderen.

L. S. Aimaro Sato.